

25 MAI 1944

393

143

E 2001 (E) 2/626

*Le Directeur de la Banque nationale, V. Gautier, au
Chef de la Division des Affaires étrangères au
Département politique, P. Bonna*

L Confidential

Zurich, 25 mai 1944

Cher ami,

Comme tu le sais certainement par Mr. Kohli, le conseil de l'Association Suisse des Banquiers a décidé hier de prendre différentes mesures dont le but est, en venant à la rencontre des désirs des alliés, d'éviter le «Warning» qui menace l'activité de nos banques¹.

L'intention de l'Association est de communiquer aux légations d'Angleterre et des Etats-Unis la décision prise, en précisant que les restrictions prévues ne seront appliquées que si de leur côté, les deux gouvernements alliés renoncent à leur avertissement.

Je crois que les banques ont agi sagement en acceptant de faire un geste de compréhension car il n'est guère douteux pour moi que la communication de l'avertissement serait le point de départ d'une politique rigoureuse des alliés à l'égard de nos banques. Il faudrait s'attendre à ce que plusieurs de ces dernières soient inscrites sur la liste noire sans tarder et parmi elles, un ou plusieurs grands établissements de crédit. Les répercussions de mesures de ce genre seraient graves surtout pour l'après-guerre où nous aurons besoin de toute notre liberté pour garder notre place. Il est au surplus probable que les banques frappées ne pourront pas disposer de leurs avoirs aux Etats-Unis lorsque ceux-ci seront enfin débloqués.

Il y a donc un intérêt national à ce que la tentative de l'Association réussisse et, comme l'expérience a montré que les Etats-Unis, en particulier, font beaucoup plus cas des démarches officielles que de celles qui viennent de groupes privés, je pense que notre gouvernement aurait intérêt à appuyer les efforts des banques. Il me semble qu'il pourrait le faire, en prévenant les ambassadeurs intéressés qu'il considère que les concessions offertes représentent réellement le maximum de ce qui peut être accepté et que toute autre exigence ne saurait être prise en considération par les banques ni tolérée par le Conseil fédéral.

Je m'imagine qu'un avis de ce genre ferait impression à Londres et à Washington et que nous aurions ainsi une chance de plus d'éviter une initiative alliée qui nous placerait en face de problèmes bien difficiles à résoudre.

J'ai cru comprendre que Mr. Kohli partageait mon opinion et c'est sur sa suggestion, que je prends la liberté de te la faire connaître.

1. Cf. la lettre de la SCIFE à la BNS du 30 mai 1944, E 2001 (E) 1/131.

Je profite de cette occasion pour te remercier de ta lettre² et de celle que le Département a bien voulu m'écrire. J'ai ressenti très vivement l'honneur qui m'était fait et je suis heureux de savoir que le Département Politique approuve la façon dont j'ai rempli ma tâche³.

Reçois, mon cher ami, l'assurance de mes sentiments affectueusement dévoués.

2. *Le 21 mai, P. Bonna avait adressé à V. Gautier la lettre suivante:*

Je te suis très reconnaissant d'avoir bien voulu formuler par écrit les impressions que t'ont laissé ta mission à Londres et de me les avoir envoyées pour compléter notre brève conversation de l'autre jour. J'ai été fort heureux de pouvoir les mettre sous les yeux de M. Pilet-Golaz. Il les a lues comme moi avec un intérêt d'autant plus grand que, depuis plus d'un mois, nous ne pouvons plus recevoir aucun rapport de notre Légation et que nous ressentons de plus en plus la lacune qui en résulte dans notre information générale.

Ce que tu me dis du désaccord latent qui se manifeste entre Anglais et Américains nous est particulièrement précieux à connaître. Il n'est naturellement pas question, pour le moment de jouer Londres contre Washington et d'en tirer un parti effectif, mais il n'en est pas moins utile de savoir que le «planing» américain, dont les conceptions simplistes font souvent frémir, n'est pas tout à fait sans contrepoids et qu'au contact des réalités, des divergences se produiront qui en arrondiront les angles. Il est plus déconcertant de penser que l'on accepte à Londres sans y faire beaucoup d'objection les menées très habiles de la Russie qui sont pourtant en opposition avec la politique d'équilibre de la Grande-Bretagne et constituent à longue échéance une menace pour un Empire basé sur la maîtrise des voies de communication. Il me semble pourtant que, là aussi, on peut escompter un redressement lorsque l'attention cessera d'être accaparée par des problèmes militaires urgents. Toute la question est de savoir s'il en sera encore temps. Tout ceci oblige à penser que les beaux projets d'après-guerre que l'on échafaude dans tous les domaines passeront encore par bien des vicissitudes avant de subir l'épreuve des faits. A mon avis, cela n'en vaut que mieux. [...] (E 2001 (E) 2/625).

3. *Pour les rapports de V. Gautier sur les négociations à Londres et Lisbonne, cf. E 2001 (E) 1/131, E 2001 (E) 2/626, E 7110/1973/135/31, E 7110/1973/134/7 et E 7110/1976/134/61.*